



Conseil économique et social

Distr. générale
20 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale: thème prioritaire: promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration du Fonds international Virginia Gildersleeve, organisation non-gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont on assure la diffusion conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Le Fonds international Virginia Gildersleeve, (l'organisation), qui est doté du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, présente la déclaration ci-après pour la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social à l'appui du thème « Promouvoir l'autonomisation des personnes afin d'assurer l'éradication de la pauvreté, l'intégration sociale et le plein emploi et un travail décent pour tous ». L'organisation se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'ajouter les noms des bénéficiaires de notre aide à l'ordre du jour du développement social en y inscrivant leurs succès pour l'autonomisation des femmes et des filles au moyen de projets de base populaire qui promeuvent le développement social dans leurs communautés, leurs régions et les États membres.

D'innombrables études ont montré qu'en faisant progresser les droits des femmes et des filles on contribue à faire progresser la situation de leur famille, de leur communauté et de leur pays, sans quoi on porte sérieusement atteinte au développement social et au progrès économique d'un pays. C'est pourquoi l'organisation s'attache à promouvoir et revendiquer pour les filles et les femmes le droit à une éducation de qualité d'un coût abordable, à un niveau de vie décent, à la dignité de la personne, à un emploi, à l'indépendance financière et à la participation aux activités dans toutes les sphères de la société.

Au cours des quarante-quatre dernières années, l'organisation s'est attachée à donner suite à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, aux objectifs du Millénaire pour le développement et à l'ordre du jour du développement pour après-2015 en attribuant des subventions d'un montant total de plus de 2 320 000 dollars à de multiples organisations non-gouvernementales pour financer 486 projets dont ont bénéficié plus de 500 000 femmes et filles. Les récentes subventions ont donné aux femmes la possibilité de changer le cours des choses en matière de droits de la personne, de prévention de la violence, de formation en artisanat ou aux affaires, d'alphabétisme, de santé maternelle et génétique, d'éducation sanitaire, d'initiation à la science et à la technologie, de production agricole durable et de droits juridiques des femmes.

Les projets à base communautaire qui ont réussi servent de modèles aux États membres. L'attribution de fonds à des groupes de femmes capables de comprendre l'économie, le climat politique et les besoins de développement social de la communauté conduit à un changement d'ordre systémique, donnant ainsi aux participants la possibilité de réaliser l'éradication de la pauvreté, l'intégration sociale et le plein emploi.

Un exemple en est le Ghana, où une association pour l'autonomisation des femmes a formé 289 élèves du secondaire filles à l'acquisition de compétences en technologie de l'information et de la communication. Cette formation a été conduite dans le but de contribuer à préparer les filles à la poursuite de leurs études en science et en technologie. Elle a aidé les filles à se préparer en vue des Basic Education Certificate Examinations, examens organisés à l'échelle du pays par le West African Examinations Council. En raison du succès du programme, deux femmes ont été choisies pour participer au National Education Sector Review Forum tenu à Accra. Le forum a réuni toutes les parties prenantes à l'éducation pour examiner les orientations suivies en la matière et débattre des questions qui font problème. L'éducation favorisera une meilleure intégration sociale et une

augmentation des possibilités d'emploi, et par le fait même une réduction de la pauvreté.

Le Sommet mondial du développement social a mis l'objectif de plein emploi productif en tête de l'ordre du jour des Nations Unies pour le développement et reconnu que la création d'emplois productifs était le moyen le plus efficace à mettre en œuvre pour faire reculer la pauvreté et faire avancer l'intégration sociale. L'organisation est fortement acquise à cet objectif et elle est connue pour avoir dans le passé financé avec succès le financement de programmes d'emploi productif.

Près de Katmandou, au Népal, l'organisation a financé Namlo Népal, pour faire acquérir à 13 femmes des compétences en tissage et en affaires. Chaque femme a également reçu une subvention pour l'aider à monter sa propre affaire et à la financer grâce au système du microcrédit. Le projet a si bien réussi que 12 autres femmes s'y sont montrées intéressées, et les 13 premières participantes ont joué le rôle de formatrices. La professeure d'économie s'est dite heureuse de voir l'empressement de ces femmes à apprendre quelque chose et à devenir indépendantes et de voir une petite organisation comme Namlo Nepal jouer un rôle si vital d'actrice du changement dans la vie de femmes rurales.

Une nouvelle ère postérieure à 2015 appelle une nouvelle perspective et un cadre approprié qui reconnaisse la nécessité d'une croissance largement partagée, d'un emploi décent et de la protection sociale. Ceci nécessite de prévoir davantage de crédits pour les services essentiels, un renforcement de la volonté politique et une amélioration du climat économique international. La réalisation d'un développement durable rendu possible par l'intégration de la croissance économique, de la justice sociale et de la protection de l'environnement doit devenir le principe directeur et la norme opérationnelle de notre monde. Cet agenda universel – et universellement bénéfique – appelle des transformations économiques profondes et une nouvelle alliance mondiale.

Pour rendre les femmes et les filles autonomes il faut un environnement favorable à la mise en place de politiques, de stratégies et d'un changement de mentalité susceptibles de conduire à une participation significative à la prise des décisions et aux actions qui en résultent. Les participantes à des projets financés par l'organisation, des femmes qui vivent en majorité dans la pauvreté et n'ont pas accès aux moyens de satisfaire les besoins humains de base, ont récemment été priées d'indiquer par ordre de priorité ce que sont les principaux défis à relever par les objectifs du Millénaire pour le développement et de classer les objectifs recommandés par le Groupe de haut niveau d'éminentes personnes pour l'après-2015. Sur la base de cette étude, l'organisation fait les recommandations ci-après concernant les nouveaux objectifs de développement social à mettre en œuvre pour s'attaquer à la myriade de causes de la pauvreté :

- a) S'attacher à éradiquer la pauvreté et la faim. 57,7 % ont classé ceci comme important;
- b) S'attacher à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle. Près de la moitié ont classé ceci comme important;
- c) Concevoir des politiques et prévoir des financements suffisants pour faire que les filles et la femme puissent avoir pleinement accès à l'instruction en vue d'une plus grande intégration sociale;

- d) Exiger l'égalité des femmes et des filles à tous les niveaux de la société, notamment le rétablissement de la paix. Pour 50 % de la population, aucune économie ne peut réussir sans une amélioration de la condition de la femme et des filles;
- e) Faire que tous les objectifs soient holistiques, c'est-à-dire englobant développement social, développement économique et développement durable, et largement partagés, c'est-à-dire refusant l'exclusion des femmes et des filles de tous âges, quelles que soient l'origine ethnique, les aptitudes et l'orientation sexuelle.

L'Entité des Nations Unies pour l'égalité et l'autonomisation des femmes a estimé que les femmes représentent soixante-dix pour cent des personnes qui vivent dans la pauvreté, ce qui les prive de la jouissance des droits les plus fondamentaux de la personne. Toutefois, plus de 480 projets de l'organisation qui ont réussi ont permis à des femmes d'échapper à la pauvreté, de réaliser leur intégration sociale et de trouver un emploi. Parmi les promesses de la Déclaration du Millénaire, il y avait notamment celle de libérer toute personne des dimensions abjectes et deshumanisantes de l'extrême pauvreté. L'organisation exhorte les États à reconnaître leurs manquements, à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à mettre en place un nouvel ordre du jour axé sur les droits de la personne selon lequel les femmes seront représentées à égalité avec les hommes dans la prise des décisions et la direction des affaires. Tous nouveaux objectifs de développement devront être animés du souci d'équité pour tous et s'inscrire dans un cadre des droits de la personne.

La direction de l'organisation et les bénéficiaires de ses subventions s'accordent à dire qu'il est temps de mettre fin à la marginalisation des femmes et des filles, de passer des paroles aux actes et de faire advenir une justice sociale accordée à la réalisation de nouveaux objectifs de lutte contre la pauvreté et ses causes profondes.
